

AP n° 2024-APC-029-IC

ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant les conditions d'exploiter une carrière et une station de transit
concernant la société CARRIÈRE et MATERIAUX NORD-EST – Établissement Morgagni
implantée sur le territoire des communes d'Écriennes et de Matignicourt-Goncourt

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;
Vu le Code minier ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles L.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
Vu le Schéma départemental des carrières (SDC) de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;
Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 23 mars 2022 ;
Vu l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n° 2023-A-21-IC du 7 mars 2023 à la société CARRIÈRE et MATÉRIAUX NORD-EST pour exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes d'Écriennes, lieu-dit « le Fossé Cochon » et « La Saule la Prévost », et de Matignicourt-Goncourt, lieu-dit « Les Effauchées » ;
Vu le porter-à-connaissance présenté le 28 avril 2023 par la société CARRIÈRE et MATÉRIAUX NORD-EST, dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe, 54000 Nancy, en vue d'obtenir la modification de son autorisation d'exploiter par l'arrêté préfectoral précité ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} février 2024 ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 15 février 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que l'exploitant souhaite modifier son plan de phasage du fait du non-respect par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) du planning initialement prévu pour la réalisation du diagnostic archéologique et de la nécessité d'éviter l'interruption de production suite à la cessation d'activité de la carrière voisine de Matignicourt-Norrois ;
Considérant que la modification sollicitée impacte les conditions d'exploitation, notamment le phasage et le calcul des garanties financières ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle, mais qu'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire doit être pris pour mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2023-A-21-IC du 7 mars 2023 ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La Société CARRIERE ET MATÉRIAUX NORD EST (CMNE) - Établissement Morgagni, dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe à Nancy 54000, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière située sur le territoire des communes d'Ecriennes aux lieux-dits « Le Fossé Cochon » et « Le Saule la Prévost » et Matignicourt-Goncourt au lieu-dit « Les Effauchées », sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2023-A-21-IC du 7 mars 2023 modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2023-A-21-IC en date du 7 mars 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Période	Phase et durée	S1 (en ha)	S2 (en ha)	L (en ml)	S1C1 + S2C2 + LC3	Coefficient	Montant de référence (€)
1	2022 – 2027	0,42	4,99	175	184767	1,3910	257010
2	2027 – 2032	0,48	2,33	775	123274	1,3910	171474
3	2032 – 2037	0,43	2,8	441	122811	1,3910	170830

Le coefficient multiplicateur d'actualisation a été défini par :

- l'indice TP 01 de mai 2009 (index₀) égal à 616,5 ;
- l'indice TP 01 (index) égale à 130,8 (indice de septembre 2023 publié le 16 novembre 2023 x coefficient de raccordement 6,5345) ;
- le taux de TVA applicable en janvier 2009 (TVA₀) de 0,196 ;
- le taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté (TVA_R) de 0,200. »

Article 3 – Plan de phasage général d'exploitation modifié

L'annexe II de l'arrêté préfectoral n° 2023-A-21-IC du 7 mars 2023 portant le phasage général de l'exploitation est remplacée par l'annexe I portant le même intitulé dans le présent arrêté.

Article 4 – Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la date de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne (soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 6 – Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées et Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Messieurs les Maires d'Écriennes et de Matignicourt-Goncourt qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société CARRIERE et MATERIEUX NORD-EST dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe, 54000 Nancy.

Messieurs les Maires des communes d'Écriennes et de Matignicourt-Goncourt procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le **02 AVR. 2024**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,**

Raymond YEDDOU

Annexe I : Plan de phasage



